



Cabinet du Président

**DISCOURS DE MONSIEUR LOÏG CHESNAIS-GIRARD, PRÉSIDENT DU CONSEIL
REGIONAL, AUX ELUS REGIONAUX**

Brest, le 28 novembre 2019

Mesdames, Messieurs, cher.e.s collègues,

La France mène au Sahel un combat de longue haleine qui vise à assurer la sécurité de ces pays fragiles institutionnellement et déstabilisés par le terrorisme islamique. En combattant là-bas, au-delà de notre continent, nos soldats contribuent à préserver la sécurité et la démocratie ici en France, en Europe. Mardi soir lors d'une opération, 13 hommes ont perdu la vie. Ils servaient la France, ils sont morts pour nous.

Je vous demande une minute de silence.

Minute de silence

Chers collègues, permettez-moi, en cette session, de saluer au-delà de tous les collègues de l'hémicycle, tous les élus présents, j'en vois de nombreux dans l'assistance, saluer le Président du CESER et le remercier pour le lourd travail qui a été réalisé par les membres du CESER, ces dernières semaines et ces derniers mois sur le SRADDET. Je voudrais, bien entendu, remercier Brest Métropole et François Cuillandre de son accueil, remercier aussi Océanopolis, le Directeur, Stéphane Maby, et ses équipes pour l'accueil qu'ils nous ont réservé, pour l'organisation remarquable qui a été mise en place et vous redire que si nous avons choisi Océanopolis pour cette session, ce n'est pas un hasard.

Ce n'est pas un hasard car Océanopolis est un lieu extraordinaire de culture scientifique qu'il convient de connaître. Un lieu extraordinaire de culture scientifique qui est stratégique pour expliquer à nos jeunes, expliquer aux générations futures, la richesse de notre planète et sa fragilité. Il était donc normal, au-delà de notre habitude de transporter l'hémicycle régional partout en Bretagne de venir ici à Océanopolis dans ce moment où nous parlons de la Breizh COP, dans ce moment où nous parlons du SRADDET.

Puis-je, une fois n'est pas coutume, vous raconter une histoire ?

Celle de Gaëlle, jeune femme de 20 ans, vivant dans une de nos petites villes de Bretagne. Et cette histoire est juste celle de sa vie, au quotidien.

Gaëlle a arrêté trop tôt ses études. Elle aurait voulu travailler dans les travaux publics, mais on lui fait un peu comprendre, un peu ses profs, un peu sa famille, que le métier était plutôt masculin, trop dur, sans perspective, comme d'ailleurs tous les métiers industriels. Et puis, pour poursuivre, il aurait fallu partir dans un établissement loin de la maison, partir à 50 ou 70 kilomètres pour trouver la formation qui va bien, louer un logement dans une grande ville, - à quel prix ? - et disposer d'une voiture pour

rentrer régulièrement à la maison. Elle a préféré renoncer. Un renoncement silencieux, un renoncement tranquille.

Alors aujourd'hui, elle cherche un boulot en direct et pour l'instant, elle n'en trouve pas – comme beaucoup de ses congénères - alors qu'à la radio, chaque jour, à chaque instant, on ne parle que d'emplois non pourvus et d'entreprises qui ne trouvent pas à recruter. D'une jeunesse qui aurait perdu le goût du travail et de l'effort. Elle n'a même pas de réponse à ses lettres et quand elle en a, on lui explique qu'on veut des personnes d'expérience.

Alors, cela alimente le débat, cela alimente le débat en famille, car à la maison, où on discute de ce sujet, on trouve bizarre que dans le même temps on exprime à Gaëlle qu'elle ne peut pas trouver de travail parce qu'il lui faut d'abord acquérir de l'expérience et à sa mère qui, après vingt-cinq ans d'expérience, est usée et fatiguée, que finalement elle est aujourd'hui en dehors de la cible recherchée par les entreprises...

Alors, Gaëlle vit chez ses parents. Ça ne favorise pas sa vie sociale et personnelle. D'ailleurs, comme nombre de ses amis, nombre d'une partie de notre jeunesse aujourd'hui, elle ne pense même plus à «fonder une famille», concept quelque peu suranné pour une génération qui pense plutôt à survivre dans la précarité. Dans les années 70 on disait « no future ».

Chez ses parents, c'est bien, c'est agréable, c'est un pavillon assez vaste, qui date de la fin des années 90, avec un grand jardin. La vie y est belle, sur la grande terrasse, à l'heure de l'apéro, on y respire le plaisir de vivre simplement et de profiter de la vie à la campagne.

Campagne avec des champs mais moins d'agriculteurs, au fur et à mesure des départs sans installation, et éloignés par l'avancée inexorable des lotissements.

Moins d'agriculteurs mais en plus on ne les connaît pas. Agriculture sans visage qui permet tous les raccourcis et tous les procès...

Pas la vraie campagne donc, mais on est quand même à plus de 3 kilomètres du bourg. Du coup, à chaque fois qu'on veut voir des amis ou qu'on veut faire des courses, quelles qu'elles soient, il faut la voiture et, aller-retour, faire une bonne dizaine de kilomètres.

Pour les courses, ça se passe en périphérie, comme dans beaucoup d'endroits, le grand parking, le grand centre commercial, tout ce qui va bien autour. Modernité de la fin du siècle dernier. On y fait ses courses, on y flâne aussi, c'est l'endroit où on a le plus de chance de rencontrer ses amis.

Furieusement moderne à l'ouverture et à chaque extension, on sent bien qu'aujourd'hui le charme de ces grands centres commerciaux est un peu rompu... Internet fait mieux, Internet fait plus rapide, et plus besoin de voiture !

Le moderne centre commercial de périphérie a tué le ringard centre-ville. Le moderne e-shopping sur Internet tue le ringard centre commercial de périphérie...

Drame Schumpeterien en devenir. Potentiel renaissance du cœur de ville. Nous verrons... Nous verrons, mes chers collègues, nous devons faire.

On a déjà deux voitures dans cette famille, mais on aurait bien besoin d'en acquérir une troisième parce que les transports en commun ne viennent pas jusqu'à eux, ou dans des horaires qui ne conviennent pas à la vie quotidienne. Le problème c'est qu'à la fin du mois, en additionnant carburant et frais, on atteint le deuxième poste de dépenses, après le remboursement du prêt immobilier.

Heureusement, le père de Gaëlle est agent administratif dans un hôpital voisin. Il serait presque heureux... Presqu'heureux, s'il n'avait pas 60 kilomètres par jour à faire pour se rendre au boulot. Presque heureux si la souffrance de l'hôpital ne rejaille pas sur sa vie personnelle, sur son équilibre mais au moins, c'est un point de stabilité !

Et après le remboursement du prêt immobilier et des déplacements, le troisième poste est celui de l'alimentation. Mais finalement, il est quand même très faible car en faisant le plein une fois par semaine, en gérant bien, en s'organisant bien, en alignant les bons de réduction, gymnastique imposée, on génère de relatives économies. C'est vrai, on n'est pas forcément très regardants sur la qualité ou l'origine, mais on arbitre au mieux en fonction de notre connaissance, en fonction de nouveaux outils comme Yuka ou Nutri-Score, de temps en temps produits en Bretagne, pour allier plaisir et budget.

On aimerait bien manger plus sain, manger local, mais il faut bien se rationner un peu parce qu'à la maison, la mère de Gaëlle a perdu son job depuis trois ans et à plus de 50 ans, elle ne se fait plus d'illusion. Elle travaillait dans un abattoir fermé lors de la dernière crise de la volaille, voyant la production de volaille s'envoler un peu plus à l'est de l'Europe. La famille de Gaëlle est amère et se demande si on ne vit pas dans un monde de fou.

Victimes de ces changements de modèle, ils ont à la télé chaque jour le sentiment d'en être responsables. Coupables de faire leurs courses dans un discounter qui abime le commerce de proximité, coupables d'acheter des produits pas chers qui abiment nos emplois, coupables d'avoir à utiliser leur diesel qui tue la planète, coupables de ne pas avoir de travail et de déséquilibrer les systèmes sociaux, coupables de vivre en lotissement et d'être responsable de l'étalement urbain...

Alors la famille de Gaëlle se pose beaucoup de questions, entre interrogations, colères et lassitude.

Mais ils gardent espoir et le placent notamment dans leur région. Pas le Conseil régional ou son Président - je vous rassure chers collègues - mais dans leur territoire tout entier.

La Bretagne s'en est toujours sortie, la Bretagne a toujours su aller de l'avant, la Bretagne a toujours su remonter le gant et assumer ses responsabilités en collectif et ils gardent espoir aussi parce qu'ils croient encore aux vertus de la convivialité, des relations humaines, du voisinage, de l'amitié. Ils ne demandent qu'une chose : du sens, du projet collectif, bien entendu de la justice. Ils n'aspirent à rien de plus qu'à s'engager pourvu qu'on le leur propose. Pourvu que l'on propose une voie, pourvu que l'on propose une aventure collective.

Je m'en tiens là pour cette histoire et, mes chers collègues, il nous appartient ensemble d'en écrire la suite. C'est l'objet même de notre Breizh COP.

Pourquoi vous avoir raconté cette histoire ? Certainement pas pour caricaturer, certainement pas pour émouvoir et encore moins pour dresser un tableau noir de la situation.

Mais pour deux raisons :

- La première est que nous avons lors de cette session à parler de la vie de nos concitoyens, de celles et ceux qui vivent ici en Bretagne. Certes, le SRADDET est un « modèle déposé » du document technocratique, certes c'est un document bien difficile à appréhender pour chacun d'entre nous et a fortiori pour nos concitoyens et pourtant, il parle de choses très réelles, très concrètes.

Certes, un SRADDET pose une vision prospective, fixe des objectifs parfois lointains ou très généraux, mais en fait, il vise à transformer la vie, ici et maintenant. Et le fil rouge que nous avons posé en début de démarche n'est pas perdu : construire « un monde à vivre », répondre aux attentes, aux besoins et aux aspirations de nos concitoyens. Chercher à améliorer leur vie quotidienne.

J'y reviendrai, mais quand nous parlons de la Bretagne des proximités, de la Bretagne de la sobriété, ce n'est pas manier le concept, c'est trouver des solutions pour améliorer la vie des gens, améliorer la vie de Gaëlle, réduire ses déplacements forcés, ouvrir son champ des possibles, renforcer ses chances de réussir et de s'épanouir, réconcilier sa volonté de participer aux transitions et ce que ses moyens lui permettent de faire...

Tracer des perspectives, enfin, ce n'est pas philosopher, c'est donner du sens à la vie collective, c'est offrir à chacun des raisons de se mobiliser pour des valeurs, des valeurs qui nous dépassent, des valeurs qui font que nous vivons ensemble ici en Bretagne. Nous avons cette responsabilité. Nous prenons à bras le corps les transitions, nous avons lancé des débats et construit avec tous les acteurs une vision partagée. Cette Breizh COP ouverte il y a déjà plus de trois ans, au lendemain de la COP21 a mobilisé collectivités, société civile, monde associatif, citoyens pendant plus de 2 ans. Et aujourd'hui, à Brest, alors que la COP25 s'ouvre à Madrid, la Bretagne doit aujourd'hui définir son chemin de transition et prendre des engagements forts.

- La seconde raison de cette histoire est de partager le constat que notre monde, dans son fonctionnement quotidien, est porteur de contradictions et de complexités qui ne sont plus ni durables, ni soutenables et qui appelle des ruptures. En langage populaire on le dit simplement,

ça ne peut pas continuer comme ça ! Et là aussi, nous tenons notre ligne avec la proposition de mettre en œuvre des « ruptures négociées ».

Certes, on peut jouer le conservatisme, refuser les mutations, tenter de préserver ce qui peut l'être, monter des sacs de sable, mais, ce faisant, on ne préserverait pas un modèle idéal, producteur de bonheur et de la qualité de vie, on perpétuerait des situations absurdes, non durables, souvent porteuses de malheur.

Certes on peut jouer le jeu de la radicalité absolue, mais quid de la justice sociale, de la cohésion et finalement quid de la démocratie ?

Alors oui, il faut changer, changer ce qui ne marche pas et changer aussi ce qui marche pour que ça continue à marcher ! Il faut même changer des choses que nous avons bâties il y a 30 ou 40 ans pour répondre aux enjeux de progrès l'époque.

Cela peut faire peur, cela peut tétaniser mais je vois bien et nous voyons bien qu'il faut changer beaucoup de choses dans nos modèles de production si, justement, nous voulons rester un territoire agricole, un territoire de production, un territoire industriel. Oui, il nous faut changer beaucoup de choses si nous voulons rester une région de la qualité de vie et de la cohésion sociale. Il nous faut changer si nous voulons rester une région de l'équilibre territorial. Nous devons changer si nous voulons participer à la transition écologique en cours. Nous devons changer, en somme, si nous voulons agir sur les déterminants de la santé que sont l'eau, la terre et l'air. Indispensables et à avoir en tête à chaque instant plutôt que de nous retrouver à soigner et à traiter ensuite.

Participer et ne pas subir. Agir et ne pas souffrir.

Le nier, c'est se mentir à soi-même et mentir à nos concitoyens.

Ceux qui ne veulent rien modifier dans nos pratiques, dans nos modes de vie et de production doivent avoir l'honnêteté de dire qu'ils veulent perpétuer un système trop souvent injuste, absurde, mortifère quand on observe les mutations environnementales, économiques et sociales.

Réussir ces changements, réussir ces mutations, ces transitions, c'est l'enjeu de la Breizh COP et du SRADDET. C'est bien conscient de l'immense difficulté du défi que nous avons, en Bretagne, c'est devant ces enjeux, c'est devant cette immense difficulté que nous avons choisi une méthode, une méthode spécifique, que nous avons pris le temps de la co-construction et avons engagé une démarche de fond. L'élaboration d'un document était quelque chose d'obligé de par la loi, nous avons voulu aller plus loin, être plus ambitieux et construire un projet plus global.

Le défi, pour réussir ces transitions, c'est celui de l'alliance de l'ambition et de la modestie. Ambition pour la Bretagne et confiance dans sa capacité de réussir, mais grande modestie quant aux moyens d'un Conseil régional, au regard de ses moyens et de ses compétences. A cet instant, permettez-moi d'évoquer Jean Charles Lollier, parti trop tôt, et qui a su avec ambition et modestie toujours croire dans la force des territoires et plus particulièrement ceux du centre Bretagne.

Depuis le début de la démarche, nous martelons qu'on ne réussira que tous ensemble : les collectivités, les acteurs privés, la société civile, les associations, les individus. L'enjeu de la Breizh COP n'est donc pas simplement une révision des politiques régionales ou un nouveau plan d'investissement pluriannuel, ça, nous aurions pu le faire en chambre, entre nous, à huis clos, et l'annoncer semaine après semaine. Non ce qui est en jeu, c'est un projet mobilisateur pour tous en Bretagne.

Il nous faut orienter les forces de tous les acteurs pour additionner les réussites et multiplier les actions. Il nous faut bosser en équipe, avec les acteurs qui font la Bretagne tous les jours sur le terrain, et créer la dynamique qui répond aux multiples enjeux qui sont devant nous.

Par ailleurs, nous le disons depuis le début, il faut développer dans le même temps la construction d'une vision stratégique partagée et la mise en œuvre d'outils opérationnels pour transformer les rêves en action et les intentions en engagements.

Concertation, décloisonnement des approches, opérationnalité, voilà comment est bâti le dossier qui est présenté ce jour en session : un SRADDET en bonne et due forme, accompagné d'un cahier des engagements qui valorise ceux de nos partenaires et un document qui montre le visage d'une Bretagne

en mouvement. Une Bretagne en mouvement, positive, optimiste, qui assume avec un regard clair les transitions qui sont devant nous. Et enfin, les engagements en propre du Conseil régional, nos propres engagements, ce que nous aurons à faire sur nos compétences et avec nos moyens.

Le dossier finalement est assez simple, pour peu que l'on prenne le temps de le lire, de le regarder.

Une vision partagée, une volonté de relever les trois défis qui nous menacent, le défi du climat et de la biodiversité, le défi de la fracture territoriale, le défi de délitement de la cohésion sociale.

Des valeurs fortes qui soudent notre société et nos concitoyens qui sont celles de la solidarité.

Des objectifs ambitieux, regroupés en 5 orientations majeures pour une Bretagne raccordée au monde, performante dans et par les transitions, une Bretagne des proximités, une Bretagne de la sobriété et enfin une région unie et solidaire.

A l'appui de ces objectifs :

- quelques règles qui, entre la loi et les SCOT ou les PCAET, introduisent des exigences nouvelles d'intérêt régional, ces règles font beaucoup parler mais ce n'est qu'un tout petit morceau de notre SRADDET,
- deuxième point, ce sont les engagements pris par nos partenaires qui montrent la dynamique, qui montrent l'optimisme, qui montrent l'envie, plus de 5 000 engagements aujourd'hui enregistrés et je le souhaite des centaines et des milliers d'autres qui continueront d'arriver dans les mois et les années qui viennent car c'est une dynamique globale qu'il convient d'entretenir,
- enfin, nos propres engagements, ceux du Conseil régional, réunis en six feuilles de route qui marquent notre volonté et notre vision, nous aurons à en valider deux tout à l'heure.

Concrètement et comme exemples, permettez-moi de me risquer à éclairer particulièrement quatre aspects du SRADDET :

Sur la question centrale qui est celle du foncier, l'objectif est fixé à l'horizon 2040 : parvenir à un arrêt de l'artificialisation nette. Il précise par ailleurs une trajectoire idéale de réduction. J'ai beaucoup entendu, lu et senti comme vous les crispations, les fantasmes, sur ce sujet.

Pourtant cette règle s'adresse aux SCOT de Bretagne pour ajouter à la cible de tout élu local qui est d'accueillir des nouveaux habitants et de nouvelles entreprises et donc des emplois, l'impérieuse nécessité de réduire la consommation des terres. C'est un impératif absolu de la société qui est la nôtre. Si ce SRADDET permet partout en Bretagne d'ancrer dans les esprits que notre terre est limitée, d'intégrer dans les esprits de chacun la finitude du monde, que la consommation de plus de 2 000 ha par an n'est pas soutenable, et qu'il faut inventer de nouvelles manières de faire, alors, déjà, nous aurons fait un grand pas.

On ne travaille pas la sobriété, j'en ai parfaitement conscience, de la même manière dans une métropole, dans une ville de 20 000 habitants, dans une ville de 7 000 habitants ou dans un bourg de 1 000. Et nous n'avons pas la prétention d'imposer un processus identique partout en Bretagne. Nous faisons confiance aux territoires et nous pensons que les territoires sont tout à fait capables, pour ceux qui ne l'ont pas déjà fait d'ailleurs au passage, chers collègues, d'intégrer cet enjeu à leur stratégie :

- il revient aux SCOT et donc aux territoires de définir leur armature urbaine, de définir leurs centralités, leurs polarités qui est à la base de la vie dans le territoire.
- Il revient aux SCOT et donc aux territoires de définir les règles et contraintes de chacun, adaptées à cette armature urbaine. À grand dynamisme et grande attractivité répond plus de règles vertueuses et plus de responsabilité.

Aux territoires d'inventer, d'imaginer leurs solutions comme ils le font depuis toujours. À nous d'assumer notre ligne bien entendu, qui se ressentira de fait dans les contractualisations, mais à nous aussi, en responsabilité, d'offrir les outils pour permettre le déclenchement de certaines actions et de certains projets qui ne pourront voir le jour sans un accompagnement et une solidarité régionale.

Ces outils sur la reconquête des centres-villes, ou la reconquête des centres-bourgs, ils sont en partie construits, EPF, SEMBREIZH ou l'expérimentation PINEL. D'autres restent à inventer telle la foncière pour accompagner les projets des maires et des intercos sur les territoires, qui complétera l'appel à projet bourgs/centres dont le succès ne se dément pas.

Manquera enfin les outils à monter pour financer les destructions de friches ou les reconquêtes urbaines qui ne seront pas soutenables, nous en avons parfaitement conscience, sans accompagnement, cela reste à bâtir.

Une rupture négociée nécessite engagement et ambition, mais c'est une chance pour l'avenir. Pour la

qualité de vie de nos concitoyens, pour l'avenir de nos agriculteurs comme pour la préservation de nos sols et de notre biodiversité.

Sur l'agriculture, je veux redire que notre ambition est globale. Que les transformations de systèmes prennent du temps et que, nous l'affirmons avec force, la Bretagne dans 30 ans, dans 50 ans, doit être une région agricole. Cela demande du temps, de la méthode, des moyens. L'agriculture est la solution, l'agriculture n'est pas un problème. Je veux le dire avec force et je veux redire mon refus de la stigmatisation, mon refus des intrusions violentes dans les élevages, mon refus de la politique du bouc émissaire. C'est contreproductif, ça fragmente nos sociétés, ça abîme nos chances d'assumer ces transitions. Nous en reparlerons sur la politique du bien manger cet après-midi, nous en reparlerons en début d'année sur le rapport Alain qui sera produit sur la PAC et qui fait l'objet actuellement de beaucoup de discussions et de consultations.

Sur l'accompagnement des territoires et le développement équilibré de la Bretagne, le SRADDET marque une ambition forte, qui sous-entend des politiques puissantes :

- J'ai déjà annoncé la contractualisation avec les EPCI lors de la conclusion de la Breizh COP à Saint-Brieuc. Cette transformation du modèle vise à assurer une proximité de relation avec les maires et les présidents d'interco, et une performance globale avec ces collectivités sœurs qui, avec les communes, assurent aujourd'hui beaucoup de missions fortes, souvent en synergie avec les nôtres. Je crois beaucoup à cette contractualisation. J'y crois car ces contractualisations c'est ce qui permettra les synergies, c'est ce qui permettra d'orienter nos forces, c'est ce qui permettra d'accompagner les transformations en cours sur nos territoires. J'ai confiance bien entendu de part ma culture, de part mon histoire personnelle, dans les élus locaux. J'ai confiance dans leur capacité à inventer des solutions, adaptées à leur situation, adaptées à leur histoire, adaptées au territoire dans lequel ils sont inscrits.

La Région travaillera bien entendu avec les SCoT, portés généralement par les Pays, n'effaçons pas la réussite des 15 dernières années. Nous aurons à travailler avec les SCoT pour continuer à débattre sur le SRADDET. Car comme il y a y SCoT 1, SCoT 2, SCoT 3, il y aura un SRADDET 1, SRADDET 2 SRADDET 3, on n'arrête pas les plaisirs. Et nous aurons à continuer à discuter avec les SCoT sur les sujets du foncier, du logement, du commerce, des mobilités ou de l'agriculture, sur toutes ces politiques qui nécessitent un territoire, un périmètre encore plus large qu'un EPCI pour débattre, pour concevoir les stratégies et la capacité d'agir au service de nos concitoyens.

- Je veux redire ici avec force notre ambition pour les villes moyennes, notre ambition pour les villes qui maillent la Bretagne, qui font la Bretagne, qui soutiennent la vitalité de nos territoires, jusque loin dans nos campagnes. Au-delà des Métropoles de Rennes et de Brest, au-delà de l'agglomération de Lorient, ces villes sont au cœur de notre politique d'accompagnement des centralités, elles sont à la base notre stratégie pour diffuser la vie économique, diffuser la vie sociale, diffuser la solidarité dans les territoires, en accentuant leur attractivité et leur dynamisme.

Certaines enregistrent de très belles dynamiques. Je pourrais citer Quimper, Quimperlé, Vannes, Vitré, Saint-Malo, et bien d'autres. On le doit à des politiques, on le doit à des élus, on le doit à des territoires qui par leur positionnement ont pu prendre la vague et assument leur responsabilité.

D'autres ont tous des atouts remarquables, ont tous les atouts pour réussir, ont une capacité d'avancer mais méritent une attention particulière pour jouer pleinement leur rôle et éviter le décrochage que nous avons vu dans certaines cartes ces derniers jours. Fougères, Redon, Saint Brieuc, Lannion, Morlaix, pour ne citer qu'elles, sont des villes remarquables avec une qualité de vie exemplaire, un tissu industriel, des entreprises artisanales présentes, de la formation. Elles ont tout bien entendu pour réussir et elles méritent un effort commun entre tous les acteurs. Nous y prendrons notre part, nous y avons pris notre part et y avons des réussites, notamment économiques, et je salue les maires ici présents dans la salle qui représentent ces territoires et les présidents d'agglomération qui représentent ces territoires, mais nous voyons bien ensemble, et c'est l'objet d'un débat permanent, jusque d'ailleurs hier soir avec certains d'entre vous, que nous avons à renforcer encore nos opérations, à renforcer encore notre manière de faire ensemble entre l'interco, le département, la région. Pour agir, pour être capable de répondre aux attentes de nos concitoyens et pour élargir le champ de l'accompagnement et pour une concertation de plus en plus étroite.

C'est cette Bretagne des proximités que nous voulons assumer, en confortant un modèle d'aménagement équilibré. Cela passera par de nouveaux efforts notamment sur la mobilité, et BreizhGo y prendra toute sa place, et nous avons à inventer de nouveaux systèmes de transport entre les territoires pour répondre

aux attentes, et nous en reparlerons en début d'année avec Gérard Lahellec. Mais aussi par de nouvelles relations à bâtir entre les territoires. Le principe de solidarité étant posé dans notre Sraddet, comme dans notre projet politique, nous veillerons à avancer sur ces logiques de droit et de devoir entre les territoires, entre les différents niveaux d'armature urbaine, au sein d'une interco, au sein d'un Pays, au sein de notre Bretagne.

Ainsi tout en reconnaissant et affirmant le droit des métropoles et agglomérations puissantes à s'armer pour positionner la Bretagne dans le jeu de cette concurrence discutable mais réelle, nous affirmons que ce droit entraîne un devoir réciproque de développer les solidarités et les partenariats avec les autres territoires.

- Enfin, chers collègues, nous aurons à être particulièrement attentifs, je le dis ici avec force, aux territoires les plus fragiles. Ceux les plus éloignés des villes et des agglomérations de Bretagne, ceux qui risquent de décrocher et ainsi d'accélérer une forme d'affaissement silencieux. Parmi ces territoires, trois me semblent devoir particulièrement attirer notre attention, et je sais que je prends un risque immense en les citant devant vous car tout au long de la session on va me dire qu'il y en a d'autres qui méritaient d'être cités, je pense à mes trois C qui mobilisent déjà une grande part de notre attention et qui mobilisent beaucoup d'efforts déjà aujourd'hui et qui méritent un regard particulier : La Cornouaille post Quimper, le Centre Bretagne et le Coglès. Ces territoires aux identités fortes, aux villes attachantes, mais à la fragilité réelle, méritent notre soutien mais plus que cela, une accentuation de notre action, voir même un changement de méthode. Je veux dire aux Maires de Ploërmel, Pontivy présents dans la salle mais aussi de Carhaix, de Loudéac, de Plouhinec, que nous sommes attentifs à la situation de ces villes qui sont à la base de notre stratégie pour reconquérir ces territoires et pour faire en sorte que nous ne voyons pas se réaliser les cartes que nous avons vu fleurir il y a quelques jours dans la presse. La contractualisation avec l'interco ainsi que le positionnement d'équipes sur le terrain le permettront, sans oublier la différenciation de nos politiques d'accompagnement qui devra nécessairement être renforcée.

Voilà rapidement, chers collègues, des éléments concrets qui prouveront à ceux qui en doute l'ambition de ce texte et sa proximité avec les préoccupations de nos concitoyens. Répondre aux mutations de ce monde, économiques, écologiques, énergétiques, numériques, tout en assumant vouloir peser sur l'avenir pour faire en sorte qu'il fasse bon vivre partout en Bretagne, dans nos villes et nos campagnes. Pour se faire, au-delà de règles souvent présentées comme l'alpha et l'omega de ce document, c'est bien par ses contrats, ses politiques publiques, et ses collaborations que la Région Bretagne pourra impulser des actions sur les différents territoires de Bretagne, en assumant bien entendu la conditionnalisation. Car naturellement, dans les discussions avec chacun des territoires de Bretagne, nous aurons à cœur de traduire l'ambition de la Breizh COP, de traduire l'ambition politique que nous avons décrit et dessiné au cours des deux dernières années. Cela conduira à encourager ceux qui font mieux, cela imposera d'être plus regardant pour des projets qui pourraient être en contradiction avec des objectifs que nous avons affirmés.

Ainsi vous retrouverez dans les six feuilles de route que nous allons évoquer, les principes essentiels qui devront marquer plus fortement nos politiques régionales : la proximité de l'action régionale, sa différenciation pour mieux répondre aux situations diverses de nos territoires, la participation pour coconstruire les réponses et partager les projets, la subsidiarité pour faire confiance à l'échelon départemental ou local, mieux à même d'être efficace, et enfin la conditionnalité, pour assumer nos principes, nos valeurs et nos objectifs.

On le voit, l'ambition est grande, elle s'inscrit donc naturellement dans la durée. La question n'est pas d'adopter un schéma et de s'en contenter. L'idée est d'assumer une dynamique collective, d'assumer des transformations, d'assumer l'ambition que nous avons de transformer les choses en profondeur. Cela implique méthode, persévérance et beaucoup d'humilité. C'est ce que nous proposons dans le document, dans sa partie introductive. Il s'agit de conforter une gouvernance efficace en Bretagne pour assurer la mobilisation générale nécessaire.

Il nous faudra revoir nos propres politiques régionales, dans le cadre des six feuilles de route proposées, deux aujourd'hui, quatre en début d'année prochaine, et dans un contexte qui reste celui de la rigueur budgétaire, retrouver des marges de manœuvre et renforcer la cohérence de nos actions avec les objectifs de la Breizh COP.

Le chantier est immense, mais il est exaltant. Au fond, c'est sans doute là que la Région comme institution est la plus légitime : porter un projet, assurer l'engagement collectif pour construire du bien commun et un destin collectif. Les autres de nos compétences, sans doute que d'autres pourraient les assumer, il faut le dire, mais ça : entraîner, emmener la Bretagne vers son destin, proposer un projet collectif, c'est notre responsabilité, nous en avons la charge, nous en avons l'ambition.

J'appelle, mes chers collègues, votre soutien pour y parvenir. Cette Breizh COP fut enthousiasmante, à nous de transformer l'essai. À nous d'inventer. À nous d'agir.

Je vous remercie.